



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 58 – 22 avril 2022

Faits saillants

- Nette accélération du taux d'inflation à +2,4 % en glissement annuel en mars 2022, un niveau jamais atteint depuis 2008
- Contribution du secteur financier à hauteur de 9 % du PIB suisse en 2021

Guerre en Ukraine

Conséquences économiques : En lien avec l'assombrissement des perspectives économiques mondiales liées à la guerre en Ukraine, les actifs administrés par les fonds de placement suisses ont diminué de 60 Mds CHF au 1^{ER} trimestre 2022, s'établissant à près de 1 460 Mds CHF fin mars 2022 (200 % du PIB suisse) contre 1 520 Mds CHF fin 2021. Le recul a été le plus marqué s'agissant des fonds en actions, tandis que les fonds stratégiques et les fonds en matières premières ont bénéficié d'un afflux de capitaux des investisseurs.

Covid-19

Situation sanitaire : Entre le 12 et le 18 avril, la moyenne des contaminations sur 7 jours a baissé de 27 % par rapport à la semaine précédente, dans un contexte de réduction du nombre d'hospitalisations et de décès.

Macroéconomie

Inflation : En mars, le taux d'inflation s'est élevé à +2,4 % en glissement annuel, son seuil le plus haut depuis 2008. Sur un an, les prix du poste «énergie et carburants» ont augmenté de 20,7 %, et ceux des seuls produits pétroliers de 32,1 %. Pour autant, l'inflation globale reste relativement limitée en comparaison des trajectoires constatées dans la zone euro (+7,5 % en g.a) ou aux Etats-Unis (+8,5 % en g.a) – le franc fort et le mix énergétique du pays permettant de contenir la hausse des prix.

En réaction, l'Union syndicale suisse (USS) a appelé le Conseil fédéral à lutter contre les effets de l'inflation et de la hausse annoncée des primes d'assurance maladie sur le pouvoir d'achat des ménages. L'USS, qui revendique 380 000 membres, promeut une hausse des salaires pour les revenus faibles et moyens et la mise en place de contre-mesures pour éviter de voir les ménages consacrer plus de 10 % de leur revenu à l'assurance maladie.

Politique de l'emploi : Alors que les permis de travail des extra-Européens n'ont pas été épuisés ces dernières années, la conseillère fédérale K. Keller-Sutter envisage d'en simplifier la délivrance, répondant ainsi aux souhaits des milieux économiques, des cantons et des partenaires sociaux. L'objectif est de pouvoir offrir aux étudiants extra-Européens des hautes écoles suisses la possibilité de rester travailler dans le pays après leurs études.

LES CHIFFRES À RETENIR

| | Au 22/04 | Var. vs 14/04 |
|----------|-----------|---------------|
| EUR/CHF | 1,0319 | +1,17 % |
| USD/CHF | 0,9555 | +2,19 % |
| SMI | 12 273,75 | + 0,49 % |
| Taux 10a | 0,910 | + 12,9 pb |

Politique commerciale: Le Président de la Confédération I. Cassis s'est rendu le 18 avril à Tokyo pour échanger avec le Premier ministre japonais sur les répercussions de la guerre en Ukraine. A cette occasion, les chefs d'Etat ont évoqué le renforcement du partenariat bilatéral dans les domaines du commerce, des investissements, de l'innovation, de la science et de la transition numérique ainsi que la modernisation souhaitée par la Suisse de l'accord de libre-échange avec le Japon, 2^e partenaire commercial de la Suisse en Asie (hors métaux précieux).

Secteur financier

Place financière : D'après le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, la place financière a contribué à hauteur de 9 % au PIB helvétique en 2021, faisant de la Suisse le 3^e pays au monde en termes de contribution du secteur financier à la création de valeur ajoutée nationale, devant les Etats-Unis (8,9 % en 2020), et derrière Singapour (13,8 %) et le Luxembourg (25,1 %). A noter : (i) le volume des investissements durables a dépassé 1 500 Mds CHF en 2021 (+31 % en g.a) ; (ii) avec 1 128 entreprises financières actives dans la blockchain, la Suisse constitue un pôle mondial pour les start-ups de ce domaine ; et (iii) malgré une stagnation du nombre de fintechs, le volume des affaires de ces entreprises (450 M CHF en 2021) a continué de croître .

Crédit Suisse : 2^{ème} banque suisse en termes de gestion d'actifs, Crédit Suisse s'attend à enregistrer une perte au 1^{er} trimestre 2022, en raison de nouvelles provisions pour litiges (environ 700 M CHF), de pertes de crédit liés à la guerre en Ukraine (estimées à 200 M CHF) et de pertes liées à une dépréciation de la valeur de ses actifs (350 M CHF). Ces pertes seraient en partie compensées par une révision des provisions liées à l'implosion du fonds Archegos (170 M CHF) et des gains immobiliers (160 M CHF). La banque devrait publier ses résultats détaillés le 27 avril, deux jours avant son assemblée générale. Elle avait conclu l'exercice 2021 avec une perte de 1,6 Md CHF.

Retraites: En 2021, le résultat d'exploitation de l'assurance vieillesse et survivants (AVS), premier pilier obligatoire du système de retraite suisse, s'est élevé à 2,6 Mds CHF (+37 % en g.a). Ce résultat s'explique essentiellement par les placements du fonds de compensation AVS, ayant rapporté 1,6 Md CHF. En revanche, l'assurance invalidité (AI) a enregistré une perte de 207 M CHF, un montant toutefois moins élevé qu'en 2020.

Secteurs non financiers

Marchés publics : Les acquisitions de l'Office fédéral des routes (OFROU), essentiellement effectuées par adjudication (78 %), se sont élevées à 2,2 Mds CHF en 2021 (+16 % en glissement annuel). Les 3 630 contrats (nombre stable par rapport à 2020) ont été conclus avec plus de 1 800 entreprises et l'OFROU représentait cette même année le premier mandant individuel du pays dans le domaine du génie civil.

Recherche - innovation : Le conseiller fédéral G. Parmelin s'est rendu aux Etats-Unis pour échanger les 19 et 20 avril dans la Silicon Valley et à San Francisco avec les autorités de l'Etat de Californie sur la collaboration bilatérale en matière de recherche, d'innovation et de formation professionnelle. Les discussions ont également porté sur la mise en œuvre de la déclaration d'intention de coopération entre la Suisse et les États-Unis dans le domaine de la formation professionnelle signée en novembre 2021. Le conseiller fédéral s'est ensuite rendu avec le président de la Banque nationale suisse (BNS) T. Jordan et le conseiller fédéral U. Maurer à Washington pour participer aux Réunions de printemps 2022 de la Banque mondiale et du FMI les 21 et 22 avril.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Gilles BORDES
Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Meriam JAWAD

Pour s'abonner :

berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
Crédits visuel : Pixabay

